Rapport économique 2025

Luxembourg

11.07.2025

En 2025-2026, la croissance économique au Luxembourg devrait s'accélérer grâce à la reprise progressive du secteur de la construction, à la baisse des taux d'intérêt et aux mesures de soutien public. Toutefois, les tensions commerciales internationales freinent la reprise des exportations. L'inflation devrait revenir à environ 2 % après une hausse due à l'expiration des plafonds sur les prix de l'énergie. En matière de politique budgétaire, le gouvernement continue de suivre une trajectoire prudente visant à réduire le déficit et la dette tout en **maintenant les investissements publics et la note AAA. En 2024, le solde budgétaire était positif (1 %) et la dette publique restait parmi les plus faibles de l'OCDE**.

Le Luxembourg renforce sa position dans le domaine de la finance durable grâce à la Luxembourg Green Exchange (LGX), une plateforme de premier plan à l'échelle mondiale. Du fait de la poursuite de la politique de diversification menée par le Grand-Duché, **des opportunités importantes s'ouvrent pour les entreprises dans des domaines technologiques tels que la healthtech, la cybersécurité, la fintech et l'économie verte**, notamment dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale en matière de données.

Dans ce contexte globalement positif, quelques notes négatives sont à signaler, telles que **la réforme des retraites, qui constitue un défi urgent** pour éviter un déficit croissant en raison des dépenses sociales. **De plus, l'incertitude lié aux droits de douane américains ont un impact sur certains secteurs tels que les équipementiers automobiles** et incitent le gouvernement à plaider en faveur d'une réponse coordonnée de l'UE.

Enfin, les **relations économiques avec la Suisse**, notamment **dans le domaine financier, restent solides**. Tout en maintenant une coopération financière étroite, il est important **d'identifier d'autres domaines de l'économie luxembourgeoise** dans lesquels les entreprises des deux pays peuvent coopérer et tirer parti de leurs atouts pour créer des opportunités d'expansion**,** en particulier dans le domaine dynamique et innovant des **technologies numériques**, où le Luxembourg entend jouer un rôle de premier plan en Europe.

TABLE DES MATIÈRES

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE 3

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES 7

2.1 Secteur financier 7

2.2 Secteurs prioritaires pour la diversification de l'économie 8

2.2.1 Affaires spatiales 8

2.2.2 Supercalcul, IA et ordinateurs quantiques : le Luxembourg en route vers l'industrie 6.0 8

2.2.3 Le secteur industriel 9

2.2.4 Clusters 9

2.2.5 Start-up nation 10

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE 10

3.1 Politique et priorités du pays hôte 10

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif) ... 10

4 COMMERCE EXTÉRIEUR 11

4.1 Evolution et perspectives générales 11

4.1.1 Commerce de marchandises 11

4.1.2 Commerce de services 11

4.2 Commerce bilatéral 12

4.2.1 Commerce de marchandises 12

4.2.2 Commerce de services 12

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS 12

5.1 Evolution et perspectives générales 13

5.2 Investissements directs bilatéraux 13

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE 13

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse 13

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse 14

ANNEXE 1 – Structure de l'économie 15

ANNEXE 2 – Principales données économiques 17

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux 18

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux 19

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs 20

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

En 2024, l'économie luxembourgeoise a connu une reprise modérée après la récession de 2023, mais la croissance est restée inférieure aux attentes initiales. **L'évolution du PIB réel a été de +1 %** par rapport à l'année 2023[1].

Table 1. Real GDP growth will gradually pick up

Annual growth rates, %, unless specified

	2023	2024	2025	2026
Real GDP	-0.7	1.0	2.1	2.3
Unemployment rate (% labour force)	5.2	5.7	5.9	5.8
Inflation (harmonised index of consumer prices)	2.9	2.3	2.1	1.9
Government budget balance (% of GDP)	-0.8	1.0	-0.0	-0.1
Public debt, Maastricht definition (% GDP)	24.9	22.9	22.9	23.5

Source: OECD, Economic Outlook No. 116.

OECD ECONOMIC SURVEYS: LUXEMBOURG 2025 © OECD 2025

Illustration 1: Real GDP growth, OECD Economic Surveys : Luxembourg 2025, OECD Publishing, Paris, Table 1

Alors que la consommation privée et la consommation publique se sont stabilisées et que les exportations ont rebondi, l'investissement résidentiel est resté faible, reflétant le ralentissement du secteur de la construction.
La croissance du PIB devrait s'accélérer progressivement en 2025-2026. L'assouplissement des conditions financières et la reprise progressive du secteur de la construction soutiendront la croissance. En effet, la baisse des coûts d'emprunt pourrait avoir des effets positifs importants sur l'activité, en particulier dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt, tels que la finance et la construction. En revanche, le ralentissement de l'activité à l'étranger dû à l'escalade des tensions commerciales pourrait retarder la reprise des exportations. Dans un contexte économique marqué par l'incertitude, **le gouvernement a pris une série de mesures visant à soutenir tant le pouvoir d'achat des ménages que la compétitivité des entreprises**. Il maintient également les investissements publics à un niveau élevé afin de relever les défis actuels et futurs (pour plus de détails : Tableau récapitulatif des réformes et investissements, *page 35* du plan budgétaire national).

L'inflation globale des prix à la consommation est passée de 2,9 % en 2023 à **2,3 %**[2], mais elle a temporairement augmenté début 2025 après la suppression des plafonds sur les prix de l'énergie et devrait continuer à progresser suite à **l'indexation automatique des salaires au 1er mai 2025.** La forte baisse des prix du pétrole en euros a néanmoins amené le **STATEC à réviser ses prévisions d'inflation pour cette année à 1,9 %** (état au 7 mai 2025). Selon l'IMF, elle devrait également revenir progressivement à environ 2 %[3] ou à 2,1 % selon l'OCDE.

Compte tenu des signes de reprise et de stabilisation des prix, le gouvernement est déterminé à poursuivre une politique budgétaire qui s'attaque aux problèmes structurels tout en préservant **la note AAA du pays**. **Sa stratégie budgétaire vise à consolider le déficit et la dette publique** tout au long

[1]Source : OECD Economic Surveys: Luxembourg 2025, OECD Publishing, Paris

[2]Source : https://www.imf.org/en/Countries/LUX#ataglance

[3]Source : https://www.imf.org/en/Countries/LUX#countrydata

de la législature (2023-2028) en ramenant progressivement la croissance des dépenses en dessous de celle des recettes. Le Luxembourg a toujours géré son **budget** avec prudence, enregistrant d'importants excédents budgétaires avant la pandémie de 2020, une dette publique brute inférieure à 30 % du PIB et des actifs financiers nets de l'État représentant environ 50 % du PIB. Malgré un soutien budgétaire vigoureux pendant la pandémie et la crise énergétique, le solde budgétaire en 2024 était positif (1 %) et bien supérieur à la moyenne de l'OCDE (*illustration 2*). La dette publique est la deuxième plus faible de l'OCDE[4].

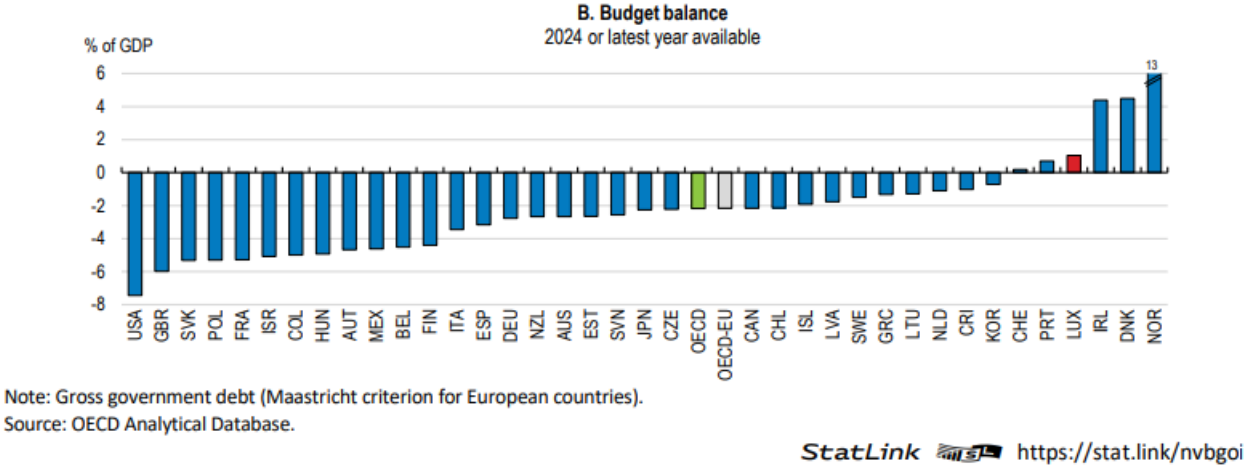

Illustration 2 : Solde budgétaire 2024, OECD Economic Surveys : Luxembourg 2025, OECD Publishing, Paris, Figure 1.8

Le gouvernement a réaffirmé son soutien à une **gestion budgétaire prudente** aussi dans l'accord de coalition. Les projections à moyen terme du projet de loi des finances 2025 prévoient pour **2028 un solde structurel primaire de 0,4 %** *(illustration 3)* **et une dette publique de 26 % du PIB**[5] (*illustration 4*).

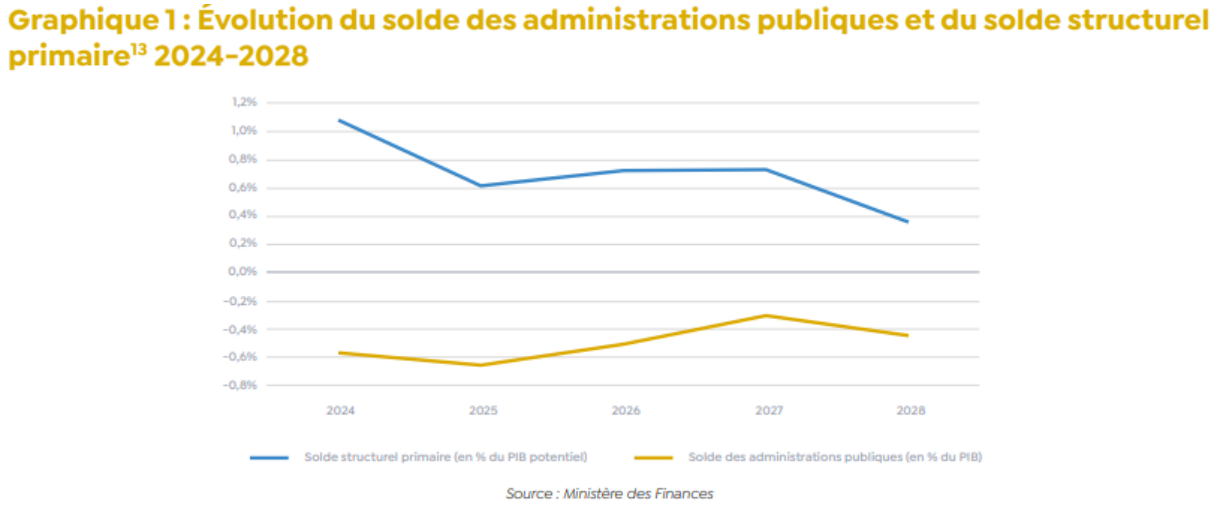

Illustration 3: Evolution du solde des administrations publiques et du solde structurel, De Budgets- a Strukturplang, Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg, Octobre 2024, Graphique 1

[4]Source : OECD Government Debt 2023

[5]Source : Plan budgétaire et structurel, Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg, Octobre 2024

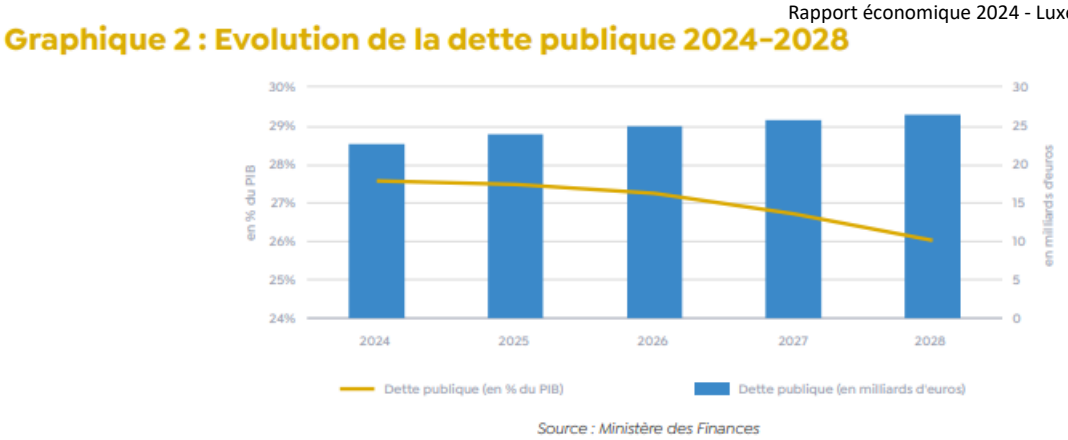

Illustration 4: Evolution du solde des administrations publiques et du solde structurel, Plan budgétaire et structurel, Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg, Octobre 2024, Graphique 2

Le marché du travail s'est affaibli à cause du ralentissement de l'activité observé depuis le début de 2022, mais les salaires nominaux ont continué de progresser fortement, sous l'effet de l'indexation des salaires. **La croissance annuelle de l'emploi au quatrième trimestre 2024 s'est établie à 1 %[6],** bien en deçà de la moyenne d'environ 2,5 % enregistrée avant la pandémie. Les activités spécialisées (comptabilité, conseil juridique, publicité etc.) et de soutien aux entreprises (services administratifs, de recrutement etc. (+1,8 %) ainsi que l'administration et les autres services publics (+4 %) sont les branches les plus dynamiques en comparaison annuelle. **Ce sont les activités de construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels (- 4,3 % de salariés) qui ont subi la plus grande perte d'emplois**. Contrairement à la plupart des autres pays de la zone euro, **le taux de chômage** a commencé à augmenter à partir du milieu de l'année 2022, pour atteindre **5,9 % au premier trimestre 2025**. Il est resté stable **selon les calculs désaisonnalisés du STATEC pour mars 2025**[7]. Malgré le ralentissement du marché du travail, les entreprises font état de difficultés persistantes en matière de recrutement, qui reflètent des **pénuries de main-d'œuvre qualifiée, en particulier dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication, de la finance et de la construction**.
En ce qui concerne le **travail transfrontalier**, le marché du travail luxembourgeois en 2025 continuera d'être caractérisé par une forte proportion de travailleurs frontaliers, représentant environ **50 % de l'emploi total**, même si le nombre de travailleurs frontaliers belges et allemands a diminué en 2024 pour différentes raisons[8].

Évolutions importantes en matière de politique financière
Le Luxembourg a mis un accent particulier sur la poursuite du développement d'un **environnement financier durable** en 2024. L'année dernière, le ministre des Finances Gilles Roth a présenté un plan d'action en 10 points pour la finance durable visant à promouvoir ce secteur financier au cours des cinq prochaines années. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le Luxembourg depuis 2016 pour obtenir des impact positifs grâce à la finance durable, lorsque la Bourse de Luxembourg a lancé la LGX (Luxembourg Green Exchange). Aujourd'hui, LGX est **la plateforme de référence mondiale pour les obligations durables**. À noter que l'une des obligations cotées sur LGX est l'obligation durable émise par l'État luxembourgeois en 2020, qui a fait du Grand-Duché le premier pays européen à émettre une obligation durable. Au total, les 2'100 obligations durables en circulation sur LGX ont permis de lever 1'200 milliards d'euros pour des projets d'investissement présentant des avantages environnementaux et sociaux à travers le monde. LGX comprend désormais une gamme complète de produits et services axés sur la durabilité, composée de la plateforme LGX, de la LGX Academy, du LGX DataHub et des LGX Assistance Services.

Conséquences pour les intérêts économiques de la Suisse

---

[6]Source : https://statistiques.public.lu/fr/actualites/2025/stn13-25-emploi-salarie.html#:~:text=sur%2012%20mois-,Emploi

[7]Source : https://statistiques.public.lu/fr/actualites/2025/adem-03-25.html

[8]Source : https://www.lessentiel.lu/fr/story/au-luxembourg-l-emploi-frontalier-progresse-mais-seulement-grace-aux-francais-103330842

En tant que pionnier de la transformation des marchés financiers européens et internationaux vers plus de durabilité, le Luxembourg a montré une grande volonté de coopérer avec la Suisse. Conformément à l'un des dix points du plan du ministère des Finances visant à établir des partenariats stratégiques avec d'autres pays, **le Grand-Duché a rejoint en janvier 2024 la SDG Impact Finance Initiative (SIFI)**. Ce partenariat stratégique renforce les synergies entre les deux pays pionniers de la finance durable et confirme leur rôle de centres financiers les plus verts au monde.

La SIFI permet à la Suisse de tirer parti du savoir-faire luxembourgeois en matière de financement mixte et d'investissements à impact social. Grâce à la collaboration entre les deux gouvernements, elle sera en outre mieux à même de mobiliser des fonds privés à grande échelle pour des objectifs de développement durable.

Fin 2024 le Parlement luxembourgeois a adopté la quatrième loi sur la blockchain, élargissant ainsi son cadre juridique pour favoriser le développement des titres numériques et de la tokenisation. Cette loi renforce l'utilisation de la technologie des registres distribués (DLT = Distributed Ledger Technologie) dans le secteur financier, tout en garantissant sécurité juridique, transparence et flexibilité. Une innovation majeure est l'introduction d'un « agent de surveillance », chargé de gérer les comptes d'émission et de suivre la chaîne des titres via la DLT. Ce nouveau régime, optionnel pour les émetteurs, constitue une alternative plus efficace au modèle traditionnel de conservation à deux niveaux.
Le cadre juridique luxembourgeois dans ce domaine, qui compte parmi les plus avancés d'Europe, est un pilier important d'un monde financier accessible et innovant. Il offre un environnement sûr qui a déjà attiré de grands acteurs tels que HSBC (avec sa plateforme Orion) et Franklin Templeton.

Étant donné que le Luxembourg est directement concerné par la réglementation sur les marchés des crypto-actifs (MiCA), ces développements renforcent l'attractivité du Grand-Duché pour certains projets blockchain d'entreprises souhaitant servir le marché européen et pourraient constituer un avantage concurrentiel par rapport à la Suisse.

La réforme des retraites, un défi urgent pour les finances luxembourgeoises
Le gouvernement luxembourgeois est actuellement confronté à un défi urgent : réformer le système des retraites afin d'assurer la viabilité à long terme de ce dernier et la stabilité des finances publiques. Sans réformes rapides, le déficit risque d'augmenter et de peser sur le budget de l'État. D'ores et déjà, 15 % du budget sont consacrés aux systèmes de retraite et la part de l'État dans la caisse de pension s'élève à 2,7 milliards d'euros (+5 % par rapport à 2024).[9] Selon le Conseil national des finances publiques (CNFP) dans son rapport d'octobre 2024, **les finances publiques luxembourgeoises sont exposées à un « risque moyen à élevé » de connaître des difficultés à long terme** si le gouvernement ne prend pas à temps des mesures correctives, telles que l'augmentation des taux de cotisation dès que les réserves des fonds de pension tombent en dessous d'un certain seuil. Ou encore en relevant l'âge de la retraite et en favorisant l'emploi des travailleurs âgés. Ces mesures sont toutefois politiquement controversées et se heurtent naturellement à la résistance des syndicats et de la population. Le défi pour le gouvernement est de trouver des solutions durables qui soient à la fois viables financièrement et socialement acceptables.

Défis additionnels
À moyen et long terme, les finances publiques luxembourgeoises seront confrontées à des défis additionnels, à savoir les coûts supplémentaires liés aux investissements dans les domaines du logement, de la transition énergétique et de la transformation numérique, de la mobilité et de la défense. En outre, la viabilité des finances publiques sera influencée par l'évolution future du **secteur financier**, qui **représente à lui seul environ un quart du produit intérieur brut (PIB)** du Luxembourg.

[9]Source : Ministère des Finances

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

2.1 Secteur financier

Le secteur financier reste **le pilier de l'économie luxembourgeoise**. **Il représente un quart du PIB** du pays et emploie près **de 55 000 personnes** (y compris le secteur des assurances), soit environ 11 % de l'ensemble des salariés (490'000) du Grand-Duché[10]. **Premier centre financier européen et deuxième au monde pour les fonds d'investissement**, avec plus de 7 500 milliards d'euros d'actifs sous gestion, le Luxembourg continue de bénéficier de son environnement économique et politique stable et de sa notation AAA, ce qui renforce son attrait pour les investisseurs en quête de stabilité dans un contexte mondial incertain[11]. **Le Grand-Duché détient le 7,9 % des actifs mondiaux des fonds d'investissement**[12] et en tant que précurseur dans la mise en œuvre de la réglementation européenne sur les fonds, il joue un rôle central dans l'ouverture des marchés à la distribution internationale de ces derniers : les fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg sont distribués dans 79 pays, principalement en Europe, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient[13].
Malgré la volatilité accrue des marchés financiers mondiaux au début de l'année 2025, le secteur des fonds d'investissement a fait preuve d'une **remarquable résilience**. **Au premier trimestre 2025**, **les fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg ont attiré des entrées nettes totales de 60 milliards d'euros**, ce qui représente les entrées nettes trimestrielles les plus élevées depuis quatre ans[14]. Les principaux facteurs qui ont contribué à cette bonne performance ont été un transfert important de capitaux des actifs américains vers les actifs européens, motivé par les inquiétudes des investisseurs concernant la politique économique des États-Unis et l'annonce par l'Allemagne d'un plan de relance budgétaire de 500 milliards d'euros visant à revitaliser son économie en augmentant les dépenses dans les domaines de la défense et des infrastructures.

Le pays poursuit son **ambition de devenir une plaque tournante de l'investissement à impact social et met également en œuvre des programmes éducatifs pour soutenir l'expansion de la finance durable et de la finance numérique**. Grâce au développement de cadres techniques et juridiques pour des secteurs innovants tels que la fintech et l'insurtech, ces domaines offrent les plus grandes opportunités pour les acteurs du secteur financier suisse, en particulier les start-ups.

Le Grand-Duché conserve également sa position de **premier centre bancaire privé de la zone euro**. Le secteur bancaire luxembourgeois compte **115 banques provenant de plus de 20 pays, avec une forte présence de banques suisses (12)**, ainsi que de nombreuses autres institutions et organisations financières qui renforcent ce secteur. Il s'agit d'un moteur économique essentiel, qui emploie directement plus de **26 000 personnes**, soit environ la moitié de la main-d'œuvre du secteur financier[15]. **Pour l'année 2024 le résultat avant provisions et impôts du secteur bancaire luxembourgeois s'élève à EUR 9,7 milliards**, ce qui représente une augmentation de 8,8 % par rapport à l'année précédente.

Grâce à son environnement stable et favorable aux entreprises du secteur[16], la place financière luxembourgeoise est également **un lieu de prédilection pour les grands groupes d'assurance internationaux** qui distribuent des produits d'assurance vie depuis le Luxembourg dans le cadre de la libre prestation de services au sein de l'Union européenne. Les compagnies d'assurance établies au Luxembourg se sont spécialisées dans l'assurance-vie liée à des fonds d'investissement, qui permet aux clients de combiner une couverture d'assurance avec un potentiel de rendement, notamment par le biais de contrats d'assurance-vie liés à des fonds dédiés (Fonds interne ne comportant pas de garantie

[10]Source : Statec: Emploi salarié intérieur par activité économique

[11]Source : https://www.luxembourgforfinance.com/fr/news/record-net-flows-into-luxembourg-funds-amid-global-market-volatility-3/

[12]Source : https://paperjam.lu/article/le-luxembourg-detient-7-9-des-actifs-mondiaux-des-fonds-dinvestissement

[13]Source : https://www.luxembourgforfinance.com/de/der-finanzplatz/investmentfonds/

[14]Source : https://www.luxembourgforfinance.com/fr/news/record-net-flows-into-luxembourg-funds-amid-global-market-volatility-3/

[15]Source. ABBL 2024 annual report, avril 2025

[16]Source: Article by Madjid Boukhelifa, EY Luxembourg Wealth & Asset Management Audit Partner

de rendement, et servant de support à un seul contrat), instruments de gestion de patrimoine de plus en plus prisés.

Les banques et assurances suisses trouvent au Luxembourg une plateforme de croissance au sein de l'UE, avec un environnement réglementaire et fiscal stable. Elles ont la possibilité de diversifier leurs services pour une clientèle de plus en plus internationale et exigeante, dans un pays qui s'efforce de garantir des normes élevées de protection des investisseurs tout en veillant à la mise en œuvre effective du droit européen.

2.2 Secteurs prioritaires pour la diversification de l'économie

Afin de réduire la dépendance excessive vis-à-vis du secteur financier, le gouvernement luxembourgeois déploie depuis plusieurs années de nombreux efforts en matière de diversification. Le Grand-Duché est ainsi devenu un site de premier plan dans les domaines de la technologie satellitaire, de la numérisation (IA, Supercalcul et Cybersécurité) et une plaque tournante logistique (Cargolux est la plus grande compagnie aérienne de fret en Europe). Les secteurs les plus performants de cette stratégie sont les suivants :

2.2.1 Affaires spatiales

Le Luxembourg s'est lancé dans le **secteur spatial en 1985 avec la création de SES**, aujourd'hui leader mondial des communications par satellite. L'adhésion à l'Agence spatiale européenne (ESA) en 2005 a renforcé cette ambition, offrant aux entreprises locales un accès aux programmes de l'ESA et un environnement favorable à l'innovation. Depuis, le pays a attiré de nombreuses entreprises spécialisées dans les technologies spatiales, notamment dans l'exploration et l'exploitation des ressources spatiales. **En 2024, l'écosystème spatial luxembourgeois comptait plus de 80 entreprises et instituts, employant plus de 1 400 personnes**.

Avec la loi du 20 juillet 2017 sur l'exploration et à l'utilisation des ressources spatiales, **le Luxembourg est le premier pays européen et le deuxième pays au monde à avoir mis en place un cadre juridique reconnaissant l'appropriation des ressources spatiales**. La loi du 15 décembre 2020 portant sur les activités spatiales établit quant à elle un cadre juridique pour l'autorisation et la surveillance des activités spatiales, réglementant ainsi la gestion des risques liés aux activités spatiales et la responsabilité de l'État.

Ces textes de loi constituent un outil précieux pour le développement économique du secteur spatial au Luxembourg. **Les opérateurs, investisseurs et entrepreneurs suisses peuvent bénéficier du cadre juridique innovant mis en place par le Grand-Duché au fil des ans, qui offre un environnement sûr et attractif**.

2.2.2 Supercalcul, IA et ordinateurs quantiques : le Luxembourg en route vers l'industrie 6.0

Le Luxembourg vise à devenir un **acteur majeur de l'économie européenne des données**, en investissant dans des technologies clés et en collaborant avec des partenaires nationaux et européens. Ce positionnement stratégique s'appuie sur des initiatives politiques renforçant l'**innovation**, la **compétitivité numérique** et la **transformation digitale** du pays. En mai 2025, la **Chambre de commerce** a publié le rapport **«LuxAIhub»**, proposant **30 recommandations concrètes**. La stratégie nationale en matière de données publiée en mai 2025 accompagnée de la stratégie nationale en matière d'IA et la stratégie en matière de technologies quantiques, prévoit de renforcer les infrastructures publiques, offrir des services numériques fiables et soutenir la formation, les talents et l'innovation. Au niveau européen le Luxembourg participe au projet **Gaia-X** pour une infrastructure de données sécurisée et il dispose du **supercalculateur Meluxina** depuis 2021, l'un des plus puissants d'Europe. L'initiative **AI-Factory**, portée par le ministère de l'Économie, vise à créer un écosystème performant en IA. Enfin, le pays développe une **stratégie quantique ambitieuse**, avec la mise en service prévue en 2026 du **supercalculateur quantique Meluxina-Q** à Bissen. Cofinancé par le programme européen **Digital Europe (DEP)**, ce supercalculateur sera notamment utilisé pour des applications critiques en matière de sécurité dans des domaines tels que la **cybersécurité et la fintech**.

La Luxembourg House of Cybersecurity (LHC) sert de plateforme centrale pour la coordination de

l'écosystème national en matière de cybersécurité et met l'accent sur la promotion de l'innovation et la coopération au niveau national et européen, y compris avec la Suisse.

Le développement rapide du secteur technologique offre des opportunités commerciales intéressantes pour les PME et les start-ups suisses dans des domaines tels que la fintech, la cybersécurité et l'économie verte. Il existe des possibilités de collaboration dans un écosystème agile soutenu par des fonds publics et européens. La toute nouvelle stratégie nationale en matière de données du Luxembourg offre notamment la possibilité de participer à des appels d'offres pour des projets phares sectoriels, en particulier ceux relevant de l'initiative « Sustainability in Space ». Dans le domaine de la coopération internationale, il existe déjà le projet Clinnova, un projet de médecine de précision lancé en 2023 par le Luxembourg, la France, l'Allemagne et la Suisse. D'autres projets visant à promouvoir l'interopérabilité et l'échange transfrontalier de données pourraient également voir le jour dans d'autres secteurs que celui de la santé.
Des opportunités s'offrent également aux entreprises suisses en matière d'accès à des infrastructures de pointe, par exemple dans le domaine de la cybersécurité, où l'équipe nationale chargée de la réponse aux incidents de sécurité informatique (CIRCL) dispose de données importantes sur les menaces et prépare actuellement leur publication dans un espace de données ouvert et novateur dédié à la cybersécurité. Cet espace de données sera accessible à tous les acteurs ayant un intérêt légitime, en particulier les PME et les start-ups, afin de promouvoir le développement de solutions de cybersécurité basées sur l'IA. Le Luxembourg utilise déjà le projet MISP, une plateforme open source de partage de données sur les menaces, reconnue à l'échelle internationale. **Cet espace de données jouera un rôle crucial dans la promotion de la coopération transfrontalière soutenue par les programmes luxembourgeois de RDI.**

2.2.3 Le secteur industriel

Au XIXe siècle, la sidérurgie a été à l'origine de la prospérité du Luxembourg. Aujourd'hui, bien que le pays accueille encore ArcelorMittal, leader mondial du secteur, l'industrie des matières premières ne représente plus que 0,03 % du PIB.
Le secteur industriel luxembourgeois s'est reconverti ces dernières décennies en une **plateforme d'innovation durable**, alliant efficacité, respect de l'environnement et technologies avancées**. Il représente environ 7,5 % du PIB et compte près de 620 entreprises**, dont 52 % dans la fabrication (essentiellement des PME) et **48 % dans la numérisation**. Le sous-secteur des produits métalliques reste dominant, suivi par les machines, plastiques, agroalimentaire, chimie, pétrole et gaz. **Environ 298 acteurs de la digitalisation** jouent un rôle clé dans l'évolution vers l'industrie intelligente, en proposant des services de conseil, des solutions numériques (notamment le cloud computing), du développement logiciel, de l'automatisation et de l'analyse de données.
Le gouvernement élabore actuellement une stratégie pour une industrie du futur, axée sur la durabilité et la numérisation. Les objectifs sont une réduction des émissions de CO_2 d'ici 2035 et une production automatisée, data-driven et de haute qualité. Des initiatives comme le **Digital Innovation Hub** accompagnent cette transition en apportant expertise et soutien aux entreprises.

Avec son climat favorable aux affaires, son économie stable et sa main-d'œuvre qualifiée et multilingue, le Luxembourg est un excellent site d'implantation pour les entreprises innovantes qui visent le marché européen. Luxinnovation est l'agence qui aide les entreprises à démarrer leurs activités commerciales et innovantes au Luxembourg. Les entreprises suisses, qui voudraient s'installer au Luxembourg, pourraient également bénéficier de son soutien.

2.2.4 Clusters

Aujourd'hui, le Luxembourg héberge tout un écosystème d'incubateurs, publics et privés, qui soutiennent les futurs entrepreneurs à chaque stade de leur développement. Afin de renforcer les liens entre les entreprises d'un même secteur, les relations entre les entreprises et les structures de recherche publiques, et dans le but de stimuler l'innovation, le Luxembourg a développé la Cluster Initiative dans les secteurs jugés prioritaires pour promouvoir la diversification de son économie, dont notamment : Agrifood, Automobility, Cleantech, Creative industries, Healthtech, Materials and manufacturing, Wood, Defence innovation and technologies.

Ces clusters fournissent de l'aide et des conseils appropriés au développement de nouveaux projets, facilitant ainsi leur développement et leur croissance. Ils servent également de relais en offrant un hébergement temporaire aux **start-ups nationales et internationales qui veulent se lancer au Luxembourg et dans l'Union européenne.**

2.2.5 Start-up nation

Le secteur des start-ups joue un rôle clé dans la croissance économique, la création d'emplois et l'innovation au Luxembourg. Il est essentiel pour la diversification de l'économie, notamment dans des secteurs technologiques comme les TIC, la santé, les technologies durables, l'aérospatiale, la logistique et l'industrie 4.0. Le pays soutient les start-ups via des infrastructures comme les incubateurs, des programmes d'accompagnement (ex. Fit 4 Start) et des fonds d'investissement (Digital Tech Fund ou Luxembourg Future Fund de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)).
Grâce à ces initiatives, le Luxembourg s'est imposé comme un écosystème attractif pour les start-ups technologiques, y compris étrangères. Le salon technologique Nexus, avec son espace dédié aux start-ups, illustre annuellement cet environnement dynamique et accueillant.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Le Luxembourg, situé au cœur de l'Europe, mène une politique économique très ouverte et tournée vers l'international, tout en agissant principalement dans le cadre de l'Union européenne. Selon les indices les plus récents (ICC Open Markets Index 2017[17] and World Openness Report 2023[18]), **l'économie luxembourgeoise figure parmi les plus ouvertes au monde**.
Le Grand-Duché a développé une plateforme logistique efficace avec le **Luxembourg Logistics Hub**, qui comprend l'aéroport (l'un des principaux hubs de fret en Europe) et des infrastructures ferroviaires et portuaires modernes. **Grâce à sa position géographique et à son approche multimodale, sa connectivité avec les marchés européens est inégalée.**
Le pays **exporte 65 %** de ses biens et services, notamment des **services financiers.** Cela se reflète dans une balance commerciale des services qui a enregistré un excédent de 2,3 milliards d'euros en 2024 (+6,5 % par rapport à 2023). Les biens exportés comprennent principalement des produits métalliques, des machines et des moyens de transport. Une grande partie de ces biens est transportée par Cargolux, la plus grande compagnie aérienne de fret en Europe.
Le gouvernement soutient les entreprises par l'intermédiaire des **Bureaux de commerce et d'investissement du Luxembourg (LTIO)** et de **Luxinnovation**, présents sur les marchés stratégiques (États-Unis, Asie et Moyen-Orient). Des **conseillers économiques** sont également détachés dans les capitales européennes afin de renforcer les relations avec les principaux voisins commerciaux (Allemagne, Belgique et France). Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur s'emploie à étendre son réseau en ouvrant des représentations à vocation économique, comme le Consulat général à Genève en 2025.
Enfin, la **Chambre de commerce** organise des **missions commerciales** (dont celle de fin novembre 2025 en Suisse) et des **salons professionnels** afin de promouvoir les contacts internationaux. Le Go International Agenda est accessible au public et mis à jour en permanence.
Le Luxembourg soutient l'accord entre l'Union européenne et le **Mercosur,** que le gouvernement s'est engagé à signer, et **complète les accords commerciaux de l'UE** par des partenariats bilatéraux, avec **la Chine** (transport ferroviaire, finance, commerce électronique), **les Émirats arabes unis** (recherche spatiale, finance durable) et **l'Inde** (différents partenariats commerciaux) entre autres.

Impact des droits de douane américains sur l'économie luxembourgeoise
Le Luxembourg est affecté par les droits de douane américains, notamment en raison de son **déficit commercial** vis-à-vis des États-Unis (437 M€ d'exportations contre 740 M€ d'importations en 2024). Environ **460 entreprises luxembourgeoises** ont exporté vers les États-Unis cette année-là. Les **perturbations des chaînes d'approvisionnement** impactent particulièrement les **équipementiers automobiles**, un secteur clé employant **8 500 personnes** et générant jusqu'à **2 milliards d'euros de chiffre d'affaires**. Par ailleurs, un afflux de produits asiatiques détournés des États-Unis pourrait saturer le marché européen et luxembourgeois. Le gouvernement plaide pour une réaction mesurée de l'UE et soutient une position commune des États membres, axée sur le renforcement du marché intérieur européen.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Les relations économiques entre la Suisse et le Luxembourg sont largement encadrées par l'accord de double imposition et les **accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE**. **Dans le secteur financier**, les deux pays partagent des objectifs similaires, notamment la création de conditions de concurrence

[17]Source : International Chamber of Commerce, 2017

[18]Source : World Openness Report 2023, Institute of Economics and Politics, CASS

équitables à l'échelle internationale. Ils **coopèrent étroitement au sein de l'OCDE, du GAFI** et appliquent l'échange automatique d'informations (CRS). Le Luxembourg, à la différence de la Suisse, n'applique pas de droits de timbre spécifiques, ce qui peut attirer davantage d'acteurs financiers.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

En 2024, le commerce extérieur du Luxembourg a continué d'être marqué par sa forte intégration dans l'économie européenne. Bien que le commerce ait été confronté à plusieurs défis en raison des turbulences géopolitiques, les exportations luxembourgeoises, qui consistent principalement en services financiers, ont fait preuve d'une certaine résilience. **Les services non marchands contribuent régulièrement et positivement au développement des affaires au Luxembourg.**
En raison des droits de douane américains, qui ont réduit la **prévisibilité économique,** le Luxembourg soutient **davantage l'intégration du marché intérieur européen**. Le **ralentissement prévu de la croissance en zone euro en 2025–2026** pourrait freiner l'économie luxembourgeoise, notamment via une baisse des exportations de biens. En revanche, le **commerce des services** pourrait profiter de la politique douanière américaine, qui renforce l'**attractivité de l'Europe pour les investisseurs internationaux**. Dans ce contexte, le gouvernement luxembourgeois insiste sur la nécessité pour le Luxembourg et l'UE de **rester un pôle de stabilité** dans un monde instable.

4.1.1 Commerce de marchandises[19]

Le commerce de marchandises au Luxembourg est très modeste par rapport au secteur des services, ce qui s'explique principalement par la petite taille du marché intérieur. **En 2024, le déficit de la balance commerciale a diminué de 193,5 millions d'euros pour s'établir à 8,85 milliards d'euros**. Par rapport à 2023, les exportations ont reculé de 5,1 % et les importations ont enregistré une baisse de 4 %. **Les principaux partenaires commerciaux du Luxembourg restent les pays de l'Union européenne,** en particulier ses voisins, l'Allemagne, la France et la Belgique. De plus amples informations sur le commerce des marchandises peuvent être consultées ici (STATEC, Echanges annuels de biens et services du Luxembourg).

4.1.2 Commerce de services[20]

Le bilan du commerce international des services s'élevait à **37,5 milliards en 2024**. Il a enregistré une forte croissance annuelle de 6,5 %, soit une augmentation de 2,3 milliards d'euros par rapport à 2023 (35,2 milliards). Cette évolution s'explique par une hausse des exportations de services de 3,5 %, supérieure à celle des importations (+ 2,6 %). Au sein du commerce international des services, le commerce des **services financiers a joué un rôle prépondérant**, avec une augmentation de 5,6 % des exportations et de 4,9 % des importations. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation des actifs moyens gérés par les fonds d'investissement par rapport à 2023[21].
Cette tendance se poursuit en 2025. Malgré la volatilité accrue des marchés financiers mondiaux en début d'année, le secteur luxembourgeois des fonds d'investissement a fait preuve d'une remarquable résilience. **Au premier trimestre 2025, les fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg ont enregistré des entrées nettes totales de 60 milliards d'euros**, ce qui représente le plus haut niveau trimestriel depuis quatre ans.

[19]Source : Echanges annuels de biens du Luxembourg par partenaire (en millions d'euro) 2024

[20]Source : Échanges annuels de services et de services financiers du Luxembourg par zone et partenaire (en millions d'euros) 2024

[21]Source : Échanges annuels de services et de services financiers du Luxembourg par zone et partenaire (en millions d'euros) 2023

4.2 Commerce bilatéral

4.2.1 Commerce de marchandises

En 2024[22], les échanges de marchandises entre le Luxembourg et la Suisse restent modestes et en baisse par rapport à 2023[23]. **Selon statistic.lu** les exportations luxembourgeoises vers la Suisse ont diminué de 99 millions d'euros, tandis que les importations luxembourgeoises en provenance de Suisse ont baissé de 49 millions d'euros. **Pour 2024, le solde est de 218 millions en faveur du Luxembourg**. **La part de la Suisse** dans les **importations** de marchandises du Luxembourg (27,1 milliards au total) s'élève à seulement **0,62 %,** tandis que celle dans les **exportations** du Luxembourg (28,6 milliards au total) n'atteint que **1,35 %**.
Les chiffres relatifs aux exportations/importations de marchandises **du point de vue suisse**, tels qu'ils ont été calculés **par Swissimpex**, dressent un tableau quelque peu différent. Ils figurent à **l'annexe 4**.

4.2.2 Commerce de services

Le secteur des services, en particulier les services financiers, continue d'occuper une place importante dans les échanges commerciaux entre le Luxembourg et la Suisse. Les évolutions suivantes sont à noter pour 2024[24] :

- **Exportations de services** : **environ 5 %** des exportations de services luxembourgeoises sont destinées à la Suisse, pour une valeur de **8,23 milliards** d'euros en 2024. Cela correspond à une augmentation de 350 millions par rapport à 2023, où cette valeur s'élevait à 7,88 milliards.
- **Importations de services** : les importations de services en provenance de Suisse ont atteint une valeur de **5,63 milliards** d'euros, **soit 4,6 %** du total des importations de services du Luxembourg. Ce chiffre est resté pratiquement inchangé par rapport à 2023[25].
- Ces échanges concernent principalement **les services financiers,** qui représentent **environ 80% des services échangés entre les deux pays dans les deux sens.**

Échanges annuels de biens (concept bdp) et services du Luxembourg par partenaire (en millions d'euros ; méthodologie MBP6)

Partenaire: Suisse * • *Fréquence:* Annuelle • *Période:* 2024

Composant		Biens (concept bdp) et services	(dont:) biens (concept bdp) *	(dont:) services *
Direction du Flux				
Exportations		8 621	388	8 232
Importations		5 803	170	5 633

© Échanges annuels de biens (concept bdp) et services du Luxembourg par partenaire (en millions d'euros ; méthodologie MBP6) STATEC

Illustration 5 : Échange annuels de biens et services du Luxembourg, STATEC

Les chiffres relatifs au commerce de services **du point de vue suisse**, tels qu'ils ont été calculés **par la BNS**, dressent un tableau quelque peu différent. Ils se trouvent ici.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

Dans le compte financier, les investissements directs pour l'année 2024 sont positifs tant au niveau des actifs (123,7 milliards d'euros) que des engagements (100,7 milliards d'euros), après les désinvestissements réalisés en 2023. En ce qui concerne les investissements de portefeuille, les participations dans des actions luxembourgeoises ont enregistré des entrées nettes de 171,2 milliards d'euros pour l'année 2024, contre des entrées nettes de 101,5 milliards d'euros l'année précédente. Les titres de créance luxembourgeois ont également enregistré des entrées nettes de 30,8 milliards d'euros, ce qui correspond à une augmentation par rapport à l'année précédente (21,6 milliards d'euros).

En revanche, **les titres de participation étrangers ont enregistré, comme en 2023 (-66,5 milliards d'euros), des désinvestissements importants** (-41,5 milliards d'euros). Par contraste, les titres de créance étrangers ont continué d'être acquis pour un montant net de 200,4 milliards d'euros en 2024. En effet, les investisseurs ont eu tendance à rééquilibrer leurs portefeuilles en faveur des titres de créance au détriment des actions[26].

---

[22]Source: Échanges annuels de biens (concept bdp) du Luxembourg par partenaire (en millions d'euros), 2024

[23]Source : Échanges annuels de biens (concept bdp) du Luxembourg par partenaire (en millions d'euros), 2023

[24]Source : Échanges annuels de services et de services financiers du Luxembourg par zone et partenaire (en millions d'euros) 2024

[25]Source : Échanges annuels de services et de services financiers du Luxembourg par zone et partenaire (en millions d'euros) 2023

[26]Source : Banque Centrale du Luxembourg

5.1 Evolution et perspectives générales

Sur la base du règlement (UE) 2019/452 établissant un cadre pour le contrôle des investissements directs étrangers dans l'Union, qui fournit la base juridique appropriée et fixe diverses règles de base, le Luxembourg a adopté un mécanisme national de contrôle par la loi du 14 juillet 2023 instituant un mécanisme de contrôle des investissements directs étrangers susceptibles d'avoir des incidences sur la sécurité ou l'ordre public.

Les investissements réalisés par un investisseur étranger et destinés à établir ou à maintenir des liens durables et directs entre l'investisseur étranger et une société de droit luxembourgeois à laquelle le capital est apporté, permettant ainsi à l'investisseur étranger, seul ou conjointement avec d'autres ou par le biais d'un intermédiaire, de participer effectivement au contrôle de cette société luxembourgeoise, **doivent être déclarés au ministre de l'Économie à condition que la société luxembourgeoise soit active dans un secteur critique.**[27]

L'un des plus grands cabinets d'avocats du pays, Elvinger Hoss, a publié un article[28] sur l'application de la loi un an après son entrée en vigueur, dans lequel il critique sa mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la définition large des activités critiques et le respect des délais par les autorités chargées des enquêtes. Selon cet article, de nombreux cas concrets ont mis en évidence l'impact du **système luxembourgeois de contrôle des investissements directs étrangers, qui nécessiterait une modification de la loi afin de lever certaines ambiguïtés.**

5.2 Investissements directs bilatéraux

Les investissements directs entre la Suisse et le Luxembourg sont particulièrement importants comptes tenus de la taille de leurs places financières respectives. **À la fin de l'année 2023**, **le total des IDE** dans les deux sens atteignait selon la Banque Centrale du Luxembourg (principe directionnel étendu OCDE) **près de 325 milliards d'euros**. Le montant des IDE sortants du Luxembourg **vers la Suisse s'élevait à 274,4 milliards d'euros**, tandis que celui **en sens inverse s'élevait à 50,2 milliards d'euros**[29]. En 2023 la Suisse a été le **dix-septième investisseur direct au Grand-Duché**.

Les entreprises suisses sont presque exclusivement présentes dans les secteurs de la finance et de l'assurance, principalement sous forme de filiales de droit luxembourgeois. Il convient de noter que pour les banques suisses et les autres acteurs financiers, **le Grand-Duché fait office de porte d'entrée vers le marché de l'UE**. Certains groupes financiers implantent des succursales de leur siège luxembourgeois dans d'autres pays de l'UE.

En termes de **stocks d'investissements directs en Suisse, le Luxembourg se classe selon la SNB deuxième en 2023** parmi les pays de domiciliation de l'investisseur immédiat, derrière les Pays-Bas et devant les États-Unis[30] avec CHF 194 milliards.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

L'ambassade de Suisse à Luxembourg soutient les banques suisses implantées au Luxembourg en facilitant les contacts entre celles-ci et le ministère des Finances. **Chaque année, une réunion est organisée entre les banques suisses et le ministère des Finances à l'initiative de l'ambassade**. Cette réunion, au cours de laquelle divers thèmes sont abordés en fonction des besoins des banques, facilite les échanges et la coopération entre les acteurs suisses et luxembourgeois du secteur financier. Début 2024, le Luxembourg a rejoint la SDG Impact Finance Initiative (SIFI), qui vise à orienter les investissements privés vers des projets alignés sur les objectifs de développement durable. **Cette initiative publique-privée renforce les liens entre les deux places financières et représente un axe stratégique pour promouvoir la finance durable** à l'échelle mondiale grâce à des partenariats.

La Chambre de commerce suisse pour la Belgique et le Luxembourg contribue à promouvoir les

[27]Source : Screening of foreign direct investments, Guichet.lu, aout 2023

[28]Source : One Year of Luxembourg's Foreign Direct Investment Screening Mechanism: Managing Uncertainties, Elvinger Hoss, octobre 2024

[29]Source: Banque Centrale du Luxembourg, Tableau 09.07, Ventilation géographique des Positions d'investissements directs selon le principe directionnel étendu

[30]Source : SNB

excellentes relations entre les deux pays en organisant des événements et en publiant chaque année le magazine « Swissnews », qui traite chaque fois d'un thème d'actualité suisse.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

De nombreux Luxembourgeois connaissent la Suisse pour y avoir passé leurs vacances et y associent de bons souvenirs d'enfance. Les générations plus âgées ont souvent étudié en Suisse. Depuis la création de l'UNILU il y a 22 ans, de nombreux étudiants restent au Grand-Duché pour obtenir au moins leur licence, mais continuent souvent à choisir une université suisse, en particulier les écoles supérieures techniques, pour leur master. Beaucoup de Luxembourgeois restent ensuite en Suisse pour travailler et nombreux sont ceux qui possèdent une résidence secondaire dans notre pays.
Selon le Statec, la Suisse était en 2023 la neuvième destination la plus prisée en dehors du Luxembourg[31]. D'après l'Office fédéral de la statistique, les Luxembourgeois ont enregistré 44 759 nuitées en Suisse en 2024, ce qui correspond à une légère baisse de 1,4 % par rapport à 2023[32]. Depuis 25 ans, les championnats de ski luxembourgeois ont lieu à Adelboden. Suisse Tourisme organise deux fois par an un événement au Luxembourg, l'un dédié au tourisme d'affaires et l'autre au tourisme privé.

Le Luxembourg reste un **partenaire stratégique pour la Suisse dans le domaine des services financiers**. Les deux pays ont des intérêts communs dans divers domaines tels que la réglementation des marchés financiers et la finance durable. Les banques suisses continuent de jouer un rôle central au Luxembourg. **Environ 5 % des exportations de services luxembourgeoises, en grande majorité des services financiers, sont destinées à la Suisse, pour une valeur de 8,23 milliards d'euros en 2024**. Ce montant a augmenté de 4,4 % par rapport à 2023.
Dans le domaine de l'innovation technologique, Luxinnovation suit actuellement avec grand intérêt **les activités de l'EMPA, en particulier dans le domaine de la construction durable**. Dès 2017, lorsqu'une déclaration d'intention a été signée par des représentants de l'EMPA et du ministère luxembourgeois de l'Économie, **une coopération en matière de recherche** a été conclue avec l'Université du Luxembourg afin de promouvoir la construction de bâtiments à partir de composants réutilisables[33].

[31]Source : Statec, Tourisme en chiffres, 2024

[32]Source : BFS T2 Variation annuelle du nombre d'arrivées et de nuitées cumulées de janvier à décembre par pays de provenance des hôtes, de 2023 à 2024

[33]Source : EMPA

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

	Année 2018	2023
Répartition du PIB		
Secteur primaire	**0,3 %**	**0,3 %**
Secteur manufacturier	**5 %**	**4,5 %**
Services	**94,7 %**	**95,2 %**
– dont services publics	**6,1 %**	**7 %**
– secteur financier	**26,5 %**	**23,5 %**

Répartition de l'emploi		
Secteur primaire	**0,9 %**	**0,8 %**
Secteur manufacturier	**7,5 %**	**7 %**
Services	**91,6 %**	**92,2 %**
– dont services publics	**28,6 %**	**30 %**

Sources :
2018 : STATEC, Luxembourg-en-chiffres 2019.pdf
2023 : STATEC, Luxembourg-en-chiffres.pdf, septembre 2024
2023/secteur financier/PIB : Chambre de Commerce, https://www.cc.lu/leconomie-luxembourgeoise

Chiffres plus détaillés : Production (P1) par branche (NaceRS) (à prix courants) (en millions EUR) :
https://lustat.statec.lu/vis?fs[0]=Th%C3%A8mes%2C1%7C%C3%89conomie%20totale%20et%20prix%23E%23%7CComptes%20nationaux%23E2%23&pg=0&fc=Th%C3%A8mes&lc=fr&df[ds]=ds-release&df[id]=DF_E2300&df[ag]=LU1&df[vs]=1.0&pd=2024%2C2024&dq=.A

Production par branche (à prix courants en millions EUR); Période : 2024

Libellés	
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE (A)	570.125
INDUSTRIES EXTRACTIVES (B)	86.036
INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE (C)	**22’833.298**
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ (D)	1’641.496
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU - ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION (E)	638.047
CONSTRUCTION (F)	9’067.96
COMMERCE - RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES (G)	12’145.037
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE (H)	8’074.327
HÉBERGEMENT ET RESTAURATION (I)	2’752.363
INFORMATION ET COMMUNICATION (J)	**35’720.724**
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE (K)	**133’674.161**
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES (L)	7’769.641
ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (M)	**40’830.447**
ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN (N)	6’046.348
ADMINISTRATION PUBLIQUE (O)	7’879.083
ENSEIGNEMENT (P)	4’123.796
SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE (Q)	7’585.192
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES (R)	1’082.317
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES (S)	1’066.516
ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS - ACTIVITÉS INDIFFÉRENCIÉES DES MÉNAGES EN TANT QUE PRODUCTEURS DE BIENS ET SERVICES POUR USAGE PROPRE (T)	177.154
ACTIVITÉS EXTRA TERRITORIALES (U)	0.004
TOTAL BRANCHES (TOT)	303’764.071

Source : lustat.statec.lu

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2023	2024	2025
PIB (USD mia., à prix courants)**	**85,79**	**91,21**	**96,99**
PIB/habitant (USD)**	**129810**	**135321**	**141079**
Taux de croissance (% du PIB)*	**-0,7**	**1**	**2,1**
Taux d'inflation (%)*	**2,9**	**2,3**	**2,1**
Taux de chômage (%)*	**5,2**	**5,7**	**5,9**
Solde budgétaire (% du PIB)*	**-0,8**	**1**	**-0,0**
Solde des transactions courantes (% du PIB)**	**6,8**	**6,9**	**7**
Dette extérieure totale (% du PIB)*	**24,9**	**22,9**	**22,9**
Service de la dette (% des exportations)	**n. d.**	**n. d.**	**n. d.**
Réserves (mois d'importations)	**n. d.**	**n. d.**	**n. d.**

Sources :

*OECD Economic Surveys 2025: Luxembourg

**IMF World Economic Outlook Database

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte **année : 2024**

Perspective selon le pays hôte

Commerce extérieur du Luxembourg par pays partenaires (en millions EUR)

Rang	Pays	Exportations *par le pays hôte* (millions Euros)	Part	Var. (%)	Rang	Pays	Importations *par le pays hôte* (millions Euros)	Part	Var. (%)
1	Allemagne	3692,1	25%	-6,4	1	Belgique	7747,5	33%	-6
2	France	2311,8	16%	-5	2	Allemagne	6732,0	29%	+3
3	Belgique	1914,0	13%	+1	3	France	2896,8	12%	+8
	UE	11860,6	81%	-3		UE	21655,6	92%	~
11	Suisse	239,3	1,6%	-16	17	Suisse	108,9	0,5%	-31
	Total	14717,1	100%	-5		Total	23566,6	100%	-0,1

Source : STATEC, Commerce extérieur du Luxembourg par pays

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte (exportations de la Suisse vers le Luxembourg)

	Export (Mio.CHF)	*Variation*** *(%)*	**Import** (Mio. CHF)	*Variation*** *(%)*	**Solde** (en Mio.)	**Volume** (en Mio.)
2019	350,16	-26	188,82	-13,7	161,34	538,97
2020	274,94	-21,5	167,83	-11,1	107,10	442,77
2021	355,91	29,5	210,73	25,6	145,18	566,63
2022	320,95	-9,8	235,86	11,9	85,08	556,81
2023	318,36	-0,8	196,87	-16,5	121,50	515,23
2024 (Total 1)*	**270,06**	**-15,2**	**197,69**	**0,4**	**72,37**	**467,75**

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

**) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Source : Office federal de la douane, Swiss-Impex, https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex

Exportations de la Suisse vers le Luxembourg	**2023** (% du total)	**2024** (% du total)
Pharmaceutical products	27,5	23
Albuminoidal substances; modified starches; glues; enzymes	17,5	22,6
Aircraft, spacecraft, and parts thereof	13	8

Importations de la Suisse du Luxembourg	**2023** (% du total)	**2024** (% du total)
Natural or cultured pearls, precious or semi-precious metals, metals clad with precious metal, and articles thereof; imitation jewellery; coins	29,9	25
Iron and steel	20	19,4
Rubber and articles thereof	13	16

Source : Office federal de la douane, Swiss-Impex, https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2023

Rang	Pays	Investissements directs en provenance de l'étranger selon le principe directionnel étendu (en millions de EUR)	Part
1	États-Unis	563558 (2022: 808910)	22 %
2	Royaume Uni	265847 (2022: 251542)	10 %
3	Cayman Islands	219959 (2022: 194923)	8,5 %
4	Pays Bas	181157 (2022: 243014)	7 %
5	Ireland	159566 (2022: 179382)	6 %
6	Allemagne	144004 (2022: 128668)	5,6 %
7	Canada	142734 (2022: 146387)	5,5 %
8	Belgique	127470 (2022: 129980)	5 %
9	British Virgin Islands	90882 (2022: 90347)	3,5 %
10	Émirates arabes unis	85201 (2022: 78341)	3 %
…	…	…	…
17	*Suisse*	50194 (2022: 72934)	*2 %*
…	…	…	…
	Total	2'592'596	100 %

Source: Banque Centrale du Luxembourg, Tableau 09.07, Ventilation géographique des Positions d'investissements directs selon le principe directionnel étendu